

# CAPSULE INFO>VEILLE

## États-Unis : conformité fiscale des contribuables qui ont reçu un relevé 1099-K

Le Treasury Inspector General for Tax Administration (TIGTA) a mené un audit pour évaluer les efforts déployés par l'IRS pour s'assurer de la conformité fiscale des contribuables qui reçoivent un relevé 1099-K. Ce dernier est émis par les entreprises qui engagent des travailleurs indépendants (ex. : Uber), qui offrent un service de paiement en ligne (Visa, Mastercard, PayPal, etc.) ou qui vendent des biens par Internet (ex. : eBay). Ce formulaire peut donc être acheminé à des particuliers comme à des entreprises. Il devient obligatoire lorsque les revenus gagnés dépassent 20 000 \$ US ou lorsque le nombre de paiements encaissés est supérieur à 200 au cours d'une année civile.

Le TIGTA a mené cet audit en se basant sur les données fiscales de 2017. Cette année-là, l'IRS a reçu environ 6,37 millions de relevés 1099-K provenant de près de 3,35 millions d'entreprises et un peu plus de 3,35 millions de relevés 1099-K de la part de quelque 2,62 millions de particuliers. Le TIGTA a croisé l'identifiant fiscal inscrit sur ces formulaires avec les déclarations de revenus afin de vérifier la conformité fiscale des contribuables.

### ■ Non-déclarants (entreprises)

Pas moins de 3 349 296 entreprises ont reçu au moins un relevé 1099-K durant l'année 2017. Parmi celles-ci, 1 057 017 ont été classées non-déclarantes par le TIGTA. Cela représente un taux de non-production de 32 %.

Parmi les entreprises délinquantes, le TIGTA en a recensé 314 586 qui avaient été détectées par le système automatisé de l'IRS (*Business Master File*), mais qui ne se trouvaient pas dans le registre des sociétés non déclarantes (*Integrated Production Model*). Prises ensemble, ces compagnies avaient encaissé 335,5 G\$ US de revenus non déclarés. Environ 90 % de cette somme provenait de 30 642 entreprises, soit 10 % du total, chacune ayant inscrit sur le relevé 1099-K des revenus supérieurs à 1 M\$ US.

Le TIGTA a également découvert 325 060 entreprises inscrites au registre des sociétés non déclarantes, mais dont le dossier n'avait pas été assigné à un agent de vérification. Leurs revenus, tels qu'indiqués sur le relevé 1099-K, totalisaient 203,3 G\$ US. Les trois quarts de cette somme provenaient de 21 216 compagnies (6,5 % du total), dont chacune avait engrangé plus de 1 M\$ US d'après leur relevé 1099-K. Néanmoins, l'IRS n'avait envoyé un deuxième avis de non-production qu'à 30 510 de ces entreprises délinquantes. Pis encore, seulement 11 200 d'entre elles avaient subi une vérification fiscale en 2017.

### ■ Non-déclarants (particuliers)

En 2017, 2 622 703 particuliers ont reçu au moins un relevé 1099-K. Le TIGTA en a décelé 373 562 qui n'étaient pas recensés dans le registre des non-déclarants à cause de lacunes dans le système de détection automatisée (*Individual Master File*). Le taux de non-production avoisinait 14 %.

Certains cas de « délinquance » sont en réalité justifiables : ils sont dus au décès du contribuable, par exemple, ou au fait que l'impôt à verser se situe sous le seuil d'intervention. Ce montant demeure inconnu, car il est caviardé dans le rapport. Il est donc normal que ces dossiers de ce type soient absents de l'inventaire.

Néanmoins, le TIGTA a repéré 62 087 délinquants qui n'étaient pas répertoriés dans le système automatisé de l'IRS (*Individual Master File*). Selon leurs relevés 1099-K, ces personnes avaient occulté des revenus de 574,6 M\$ US, représentant des impôts estimés à 28,4 M\$ US.

Le TIGTA a également recensé 103 991 dossiers qui n'avaient pas été assignés à un agent de vérification. Les revenus non déclarés s'élevaient à 3,1 G\$ US selon le relevé 1099-K. L'impôt estimatif non perçu se situait autour de 131,5 M\$ US.

### ■ Sous-déclarants (entreprises et particuliers)

Le TIGTA a détecté 160 425 entreprises (7 % du total) et 226 739 particuliers (10 % du total) présentant un écart de 10 000 \$ ou plus entre le revenu déclaré et le relevé 1099-K.

Pour 96 902 entreprises sous-déclarantes, le dossier n'avait pas été analysé davantage puisque l'impôt potentiellement dû se trouvait sous le seuil de traitement (montant caviardé dans le rapport). Il restait donc 51 576 dossiers à traiter. Cependant, le Business Underreporter Program, responsable de la vérification des entreprises sous-déclarantes, avait examiné seulement 4 052 dossiers, soit 8 % des cas justifiant un contrôle. Ainsi, plus de 45 000 dossiers n'avaient pas été soumis à une vérification fiscale. Les relevés 1099-K indiquaient un montant net de 176,2 G\$ US, alors que les entreprises déclaraient des revenus 73,0 G\$ US. Le faible nombre de dossiers vérifiés n'est guère étonnant si l'on considère que l'effectif du Business Underreporter Program a chuté de 72 à 18 ETC de 2017 à 2019.

Parmi les 226 739 particuliers sous-déclarants identifiés par le TIGTA, environ 30 000 n'avaient pas été inclus dans l'inventaire des dossiers à traiter. Des 196 000 qui avaient été sélectionnés pour une vérification fiscale, l'Automated Underreporter Program, responsable du traitement des sous-déclarants individuels, en a vérifié seulement 62 929, soit 32 % du total. Le rapport ne publie pas les sommes en jeu. L'effectif de ce programme était de 1 505 ETC en 2017, contre 1 329 en 2019.

### ■ Conclusion

Depuis une douzaine d'années, le TIGTA souligne des lacunes dans le traitement des dossiers des non-répondants aux États-Unis. L'IRS admet qu'elle fait face à des défis pour imposer la conformité fiscale, particulièrement dans le cas des entreprises qui ne produisent pas de déclarations de revenus ni même de relevé de retenues à la source. Elle rappelle que son effectif a été réduit du tiers depuis 2010, d'où les problèmes de gestion des démarches de vérification.

Le TIGTA a adressé diverses recommandations à l'IRS pour mieux assurer la conformité fiscale en lien avec le relevé 1099-K. Il se concentre davantage sur le Business Underreporter Program, responsable des entreprises, que sur l'Automated Underreporter Program, destiné aux particuliers. Il suggère notamment de :

- mettre en œuvre un nouveau système informatique pour mieux repérer les entreprises non déclarantes et prioriser leur traitement ;

- définir les entreprises non déclarantes à revenu élevé, par exemple celles dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 1 M\$ US. Ensuite, implanter une stratégie pour les détecter et les prioriser dans les démarches visant à réduire les cas de non-conformité ;
- améliorer le repérage des entreprises qui produisent une déclaration de revenus, mais qui ne déclarent pas tous les gains rapportés dans le relevé 1099-K. Ensuite, commencer la vérification fiscale des entreprises délinquantes par celles qui affichent un revenu élevé ;
- prioriser le traitement des dossiers de plus de 700 particuliers qui, selon le relevé 1099-K, pourraient avoir masqué des revenus de plus de 100 000 \$ US chacun.

L'agence fiscale américaine a accepté trois de ces recommandations. Elle était en désaccord avec celles qui requéraient des améliorations de son système informatique. L'IRS signale que ses projets de transformation numérique ne sont pas jugés prioritaires par le gouvernement fédéral, ce qui restreint sa capacité à donner suite aux propositions de cette nature formulées par le TIGTA.

## RÉFÉRENCE

Treasury Inspector General For Tax Administration (page consultée le 16 novembre 2021). *Billions in Potential Taxes Went Unaddressed from Unfiled Returns and Underreported Income by Taxpayers that Received Form 1099-K Income*, [en ligne], <https://www.treasury.gov/tigta/auditreports/2021reports/202130002fr.pdf>